

## **Solidaris plaide pour une meilleure anticipation des grands risques collectifs sur la santé**

**A travers deux études, Solidaris s’est intéressé à la gestion de la crise du Covid. Son objectif ? Dresser un diagnostic et dégager des enseignements de ce que nous venons de vivre. Parmi les constats mis en évidence, l’importance d’une vraie gouvernance préventive pensée avec l’ensemble des acteurs concernés, y compris les citoyens.**

« Il nous apparaissait indispensable de dégager des leçons de ce que nous venons de vivre et vivons encore, de décrire et de dresser un diagnostic de la gestion de la crise du Covid. On peut en effet formuler l'hypothèse que d'autres crises majeures surviendront (liées à la destruction de la biodiversité, aux pollutions diverses, aux dérèglements du climat, à de nouveaux agents infectieux produisant de nouvelles zoonoses, etc.). Dégager des enseignements paraît donc indispensable pour ce qui relève d'un enjeu de santé publique », déclare Jean-Pascal Labille, Secrétaire général de Solidaris.

### **Quelle approche a-t-elle été utilisée ?**

Solidaris a réalisé une première étude, auprès des citoyens belges francophones, au travers de son Thermomètre annuel. Cette enquête de perception s’intéresse à l’impact de la crise covid sur leurs vies et à sa gestion mais aussi aux inondations de l’été dernier ainsi qu’au réchauffement climatique. Voici les principaux constats :

1. Le concept de ONE Health est particulièrement ressenti par la population qui a pris conscience du lien entre santé et environnement, et du productivisme qui dérègle le climat ;
2. Pour garantir cette ONE Health, la population veut des changements rapides et en profondeur. Elle est par ailleurs très consciente des risques accrus d’inégalités de santé découlant de la dégradation de notre environnement ;
3. Il y a des attentes énormes face à l’Etat et aux pouvoirs publics pour mettre en oeuvre ces changements indispensables et prendre des décisions notamment face aux plus gros pollueurs (les grandes industries) ;
4. Pourtant, cet Etat a été perçu comme défaillant dans la gestion de la crise Covid et également dans celle des inondations ou dans la lutte contre le réchauffement climatique ;
5. Les individus ressentent que le système est dans une impasse. Il est urgent d’agir mais personne n’en a la capacité. Les freins sont trop nombreux. Cette injonction contradictoire déchire les individus ;
6. Toutefois, les citoyens ne sont pas résignés et semblent vouloir dépasser la défiance pour récupérer une capacité d’agir propre au travers de plus de participation citoyenne aux débats et décisions.

En parallèle, Solidaris a travaillé avec l’ULB qui a réalisé une 2<sup>ème</sup> étude basée sur des entretiens qualitatifs réalisés notamment auprès de différents acteurs et institutions du monde politique, socio-sanitaire, associatif ou scientifique ainsi qu’aux différents niveaux de pouvoir sur la manière dont les institutions ont géré la crise du covid.

Les principaux apprentissages du processus de décision et de gestion de crise sont :

1. Il y a une faible culture de la prévention et de l’apprentissage (rouages institutionnels et organisationnels) ;
2. Il y a un manque de coordination inter-sectorielle et multi-niveaux ;
3. Il existe des failles en matière de gestion et d’harmonisation des données.

Ces deux analyses ont débouché sur le **Cahier de Prévention** qui propose des pistes d’actions, à creuser et à construire avec l’ensemble des acteurs et les citoyens, pour permettre de développer une vraie gouvernance préventive. Car face au futur incertain et imprévisible il est indispensable que la

prévention soit pensée collectivement. L'important est en effet la manière dont les stratégies d'actions seront élaborées.

La pandémie a révélé que la gouvernance verticale est en échec face à de grands risques collectifs sur nos sociétés et nos santés. La forme actuelle de la démocratie donne le sentiment aux individus d'être privés d'une capacité d'agir notamment face aux grands risques futurs mais il n'y a pas de résignation. Refaire la société et refonder des institutions signifient recréer de la confiance mais à partir de l'horizontalité.

Face à cette nécessité d'une vraie gouvernance où la prévention doit être pensée collectivement et démocratiquement, les mutualités ont un rôle à jouer. En effet, la prévention fait partie de leurs missions légales. Solidarité s'y emploie notamment par le biais de son réseau associatif et socio-sanitaire, mais aussi à travers des campagnes d'information et de sensibilisation car l'éducation permanente est au coeur du travail mené. De plus, les nombreux contacts quotidiens que la mutualité entretient avec les affiliés/citoyens lui permettent d'identifier leurs besoins et de les faire remonter, au travers de son rôle de relais politique.

---

**POUR PLUS D'INFORMATIONS :**

**Bruno Deblander** - Directeur communication Solidarité, [bruno.deblander@solidaris.be](mailto:bruno.deblander@solidaris.be) - 0475 80 21 28

Julie Jandrain – Attachée de presse Solidarité, [julie.jandrain@solidaris.be](mailto:julie.jandrain@solidaris.be) – 0477 95 18 71

Retrouvez-nous sur [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)